

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE Cedex

LILLE, le 26 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ECOVALOR**

375 ALLEE DES ARTISANS  
Zone Industrielle  
60870 Brenouille

Références : IC-R/0491/23-AL/VM  
Code AIOT : 0005103804

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement ECOVALOR implanté 375, allée des artisans 60870 Brenouille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOVALOR
- 375, allée des artisans 60870 Brenouille
- Code AIOT : 0005103804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVALOR est spécialisée dans la collecte, le traitement et la valorisation des emballages souillés et des déchets spéciaux vrac et conditionnés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 28/11/2008, complété par celui du 23/04/2019. Le site est soumis à autorisation.

Au total 15 000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux sont traités sur le site par an. Les déchets dangereux en transit représentent en valeur maximale 5 000 tonnes par an et un stock maximal sur site de 160 tonnes. La quantité maximale de déchets réceptionnée est de 75 tonnes par jour.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- MTD WT

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	PC 13 : MTD Traitement mécanique_VLE applicables aux installations de traitement	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	/	15 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : MTD Générique_Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	/	Sans objet
2	PC 2 : MTD Générique_Séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	/	Sans objet
3	PC 3 : MTD Générique_Compatibilité des déchets avant de les mélanger	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PC 4 : MTD Générique_ Tri des déchets solides entrants	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )	/	Sans objet
5	PC 5 : MTD Générique_ Optimisation des lieux de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	/	Sans objet
6	PC6 : MTD Générique_ Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	/	Observation 15 jours
7	PC 7 : MTD Générique_ Déroulement du stockage en toute sécurité	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)	/	Sans objet
8	PC 8 : MTD Générique_ Zone séparée pour les déchets dangereux emballés	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)	/	Sans objet
9	PC 9 : MTD Générique_ Techniques de réductions des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	/	Sans objet
10	PC 10 : MTD Générique_ Techniques d'optimisation consommation eau et réducti	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	/	Sans objet
11	PC 11 : MTD Générique_VLE eaux communes à tous les traitement	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	/	Sans objet
12	PC 12 : MTD Traitement mécanique_BROYE URS DECHETS METALLIQUES	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite fait suite à l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 concernant le BREF "Traitement de déchet". Il en ressort un fait susceptible de suite concernant la fréquence d'analyse des rejets atmosphériques. L'exploitant s'est engagé à réaliser un nouveau contrôle le 9 novembre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : MTD Générique\_Inventaire des flux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ; 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un inventaire relatif aux activités du site.  La société ECOVALOR n'émet pas d'émission dans l'eau issue des procédés de traitement. Les déchets aqueux (eaux de process) sont traités en externe. Les stockages des déchets sont couverts.

<p>Le rejet des eaux pluviales est considéré comme une émission dans l'eau, mais non issus des procédés de traitement.</p> <p>Concernant les rejets atmosphériques, l'atelier de traitement des emballages vides et souillés est équipé d'une captation des COV en plusieurs points (découpe des poches, broyeur). Les COV sont traités dans un biofiltre couvert. Une mesure annuelle des rejets est réalisée par un bureau de contrôle.</p> <p>Les paramètres "poussières", "COV", "Chlore exprimé en HCl", "Brome et ses composés gazeux exprimé en HBr", "Acide cyanhydrique exprimé en HCN" et "Ammoniac" sont analysés chaque année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : PC 2 : MTD Générique\_Séparation des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque déchet entrant donne lieu à une demande d'acceptation et à la création d'un certificat d'acceptation préalable (CAP). L'exploitant a présenté la procédure PF 06 "Acceptation des déchets" du 2 novembre 2022. Cette procédure décrit la méthode de création d'un certificat d'acceptation préalable. Elle a pour but de déterminer si le déchet peut être traité sur le site d'Ecovalor ou orienté dans l'une des filières de traitement du groupe SARP INDUSTRIES.</p> <p>L'exploitant a également présenté la procédure PF03 "Orientation des déchets" du 2 novembre 2022. Cette procédure a pour objet l'orientation des déchets entrants sur le site vers les zones de stockage puis vers la filière de traitement interne et/ou externe. Les déchets sont séparés selon les filières suivantes :</p> <p>fûts acier, GRV, fûts plastiques, emballages et matériaux souillés, déchets conditionnés.</p> <p>Les zones de stockage des déchets sont définies dans l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2019.</p> <p>Les déchets sont stockés par typologie sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : PC 3 : MTD Générique\_ Compatibilité des déchets avant de les mélanger**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compatibilité des déchets avant de les mélanger
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.
<b>Constats :</b>  Des essais de compatibilités sont réalisés avant regroupement des déchets liquides (consistance, pH, test de mélange). L'exploitant a présenté la procédure PF 10 "Mesures de la compatibilité des liquides incinérables" du 2 novembre 2022. Cette procédure a pour objet la méthodologie à suivre pour mesurer et valider la compatibilité des déchets liquides incinérables envoyés en vrac vers les centres de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : PC 4 : MTD Générique\_ Tri des déchets solides entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre : <ul style="list-style-type: none"><li>- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;</li><li>- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;</li><li>- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;</li><li>- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;</li><li>- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Un contrôle visuel et qualitatif des déchets entrants est réalisé afin de vérifier la conformité avec l'acceptation préalable.

La procédure "Orientation des déchets" du 2 novembre 2022 a été présentée. Cette procédure a pour objet l'orientation des déchets entrants sur le site vers les zones de stockage puis vers la filière de traitement interne et/ou externe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : PC 5 : MTD Générique\_ Optimisation des lieux de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes : - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.
<b>Constats :</b>  Le site de la société ECOVALOR n'est pas une nouvelle unité (en fonctionnement avant 2019).  Cependant, le site possède plusieurs points de dépotage qui permettent de décharger les camions au plus près des zones de stockage des déchets et éviter les flux inutiles. Les postes de travail sont situés à proximité des zones de stockage de manière à limiter la circulation des déchets. Toutes les zones de stockage de déchets sont couvertes. Le site est sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : PC6 : MTD Générique\_ Capacité de stockage appropriée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Les arrêtés préfectoraux de la société ECOVALOR précisent les quantités maximales de déchets autorisées sur l'installation.</p> <p>L'exploitant mentionne qu'il maintient un stock bas en faisant sortir rapidement les déchets sortants du site. La gestion des stocks est gérée pendant la partie "planification" (Certificat d'Acceptation Préalable et réunion hebdomadaire). Les CAP permettent de comptabiliser les déchets entrants et des réunions hebdomadaires sont réalisées avec chaque service concernant la sortie des déchets. Il existe un tableau de suivi des expéditions. L'exploitant mentionne que si les déchets en attente de sortie ne sont pas évacués, d'autres déchets entrants ne peuvent être acceptés sur le site.</p> <p>L'arrêté préfectoral de 2008 mentionne que la quantité de déchets entreposée ne dépasse pas deux lots normaux d'expédition.</p> <p>L'exploitant mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 60% des déchets sortants sont des broyats. Il y a environ 3 sorties/semaine des broyats. Une sortie par semaine est prévue pour les déchets conditionnés et pour les déchets "sensibles". Une sortie par mois est prévue pour les filtres à huiles, aérosols et pour les déchets "moins sensibles".</li> </ul> <p>L'exploitant a mentionné que le site de Brenouille va développer l'année prochaine le projet « RFID » avec la mise en place de puces permettant d'avoir un état des stocks à l'instant t.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'accumulation de déchets.</p>
<p><b>Observation :</b> L'exploitant fournira le tonnage d'un lot normal d'expédition ainsi que le tonnage maximal par type de déchets stocké sur son site. Ces éléments sont à transmettre sous 15 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 7 : PC 7 : MTD Générique\_ Déroulement du stockage en toute sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déroulement du stockage en toute sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Comprend notamment les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;</li> <li>- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;</li> <li>- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des chariots sont utilisés pour le chargement/déchargement des déchets conditionnés sur le quai. Le déchargement des bennes est réalisé en vidant les camions sur le sol au sein de la plateforme de stockage. Le chargement des bennes est réalisé avec une pelle mécanique équipée d'une pince de tri.</li> </ul> <p>Il ajoute que le site n'accepte pas de déchets réactifs. Il existe un déchet sensible à l'humidité (filtres souillés). Ce type de déchets est conditionné en seau étanche fourni par la société ECOVALOR la veille de leur expédition chez le client. Ceci permet de vérifier si une réaction a lieu avant l'arrivée de ce type de déchets sur le site. Un message d'alerte a été mis en place dans le logiciel de planification SIRIUS du site afin d'avertir de ces précautions lors de la création du CAP.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure PF 02 "Réception et expédition" du 30 novembre 2022. Cette procédure a pour objet la réception des camions de déchets sur le site et l'expédition des déchets issus de l'activité du site. Il y est mentionné que si la livraison présente des non-conformités autres que commerciales (erreur d'étiquetage, mauvais conditionnement...), l'animateur HSE est averti pour effectuer des vérifications complémentaires. Si nécessaire, une mise en sécurité peut être effectuée : nouvelle caractérisation, stockage séparé, passage de la caméra thermique en cas d'échauffement ou de besoin de levée de doute.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : PC 8 : MTD Générique\_ Zone séparée pour les déchets dangereux emballés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone séparée pour les déchets dangereux emballés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets dangereux emballés sont réceptionnés sur le quai puis stockés dans deux alvéoles spécifiques avec sprinklage.</p> <p>Ces alvéoles ont été constatées lors de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : PC 9 : MTD Générique\_Techniques de réductions des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :  a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<b>Constats :</b>  L'atelier de traitement des emballages vides et souillés est équipé d'une captation d'air. Les COV sont traités par un biofiltre.  Le broyeur d'emballages et matériaux souillés (bâtiment broyeur) est équipé d'un système de brumisation.  Une hotte pour canaliser les COV issus du reconditionnement de certains liquides (liquides de refroidissement par exemple) est installée et utilisée 2 à 3 h par mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : PC 10 : MTD Générique\_Techniques d'optimisation consommation eau et réduction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : a) Optimisation de la consommation d'eau b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites c) Séparation des flux d'eaux d) Remise en circulation de l'eau e) Surface imperméable f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs

<p>g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets</p> <p>h) Infrastructure de drainage appropriée</p> <p>i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise un suivi mensuel de sa consommation en eau (sanitaire (20 %), rinçage emballage déchets, poste dépotage citerne et appoint eau biofiltre). La consommation est d'environ 600 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Des réparations de fuite ont eu lieu en 2022.</p> <p>Il ajoute qu'un projet d'installation d'une machine à laver les emballages est en cours pour 2024/2025. Il s'agit d'une machine fermée et munie d'une captation des événements. Un porter à connaissance va être déposé. Aussi, une étude est prévue pour évaluer la nécessité d'une colonne de lavage combinée au traitement biofiltre.</p> <p>Toutes les eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées sont confinées dans des bassins de rétention. Dès lors que ces eaux présentent des paramètres conformes après analyse, le site est autorisé à les rejeter. Le site n'engendre pas d'eaux de process.</p> <p>Le fonctionnement est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les zones de stockage et de traitement de déchets sont couvertes (technique g).</li> <li>- tout le site est sur rétention, toutes les eaux pluviales (toitures et voiries) sont orientées de façon gravitaire vers un réseau d'eaux pluviales qui alimente le bassin de confinement (technique e) ;</li> <li>- toutes les eaux sont d'abord dirigées vers une fosse grillagée (environ 60 m<sup>3</sup>). Une pompe de relevage oriente ces eaux dans un bassin de confinement de 465 m<sup>3</sup> d'eau qui permet d'isoler les eaux potentiellement polluées et de les orienter vers une unité de traitement adaptée. Si les eaux sont conformes aux valeurs limites de rejet, elles transitent (par action manuelle) par un débourbeur déshuileur avant d'être stockées dans le bassin incendie d'une capacité de 360 m<sup>3</sup> (technique i).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 11 : PC 11 : MTD Générique\_VLE eaux communes à tous les traitements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>MES : 60 mg/L – surveillance mensuelle</p> <p>DCO : 180 mg/L – surveillance mensuelle</p> <p>COT : 60 mg/L – surveillance mensuelle</p>

+ surveillance semestrielle des PFOA et PFOS si substances pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (cf inventaire)
<b>Constats :</b>  Le site ne rejette pas d'eaux de process.  La dernière analyse des eaux pluviales a été faite le 29 septembre 2023 par la société Eurofins. Les analyses sont faites chaque mois. Les résultats sont conformes à la prescription ci-dessus mais également aux valeurs indiquées par les arrêtés d'autorisation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : PC 12 : MTD Traitement mécanique\_BROYEURS DECHETS METALLIQUES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant nettoie régulièrement et intégralement la zone de traitement des déchets, les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs, conformément au g du VI de l'annexe 3.1. Avant d'effectuer le broyage des déchets, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôle les déchets entrants, dans le cadre de la procédure d'acceptation, prenant en compte le risque de déflagration ;</li> <li>- retire tous les éléments dangereux contenus dans le flux de déchets et les expédie vers une installation autorisée à les recevoir ;</li> <li>- s'assure qu'il dispose d'une attestation de nettoyage des conteneurs pris en charge pour être broyés.</li> </ul> L'exploitant met en place un plan de gestion des déflagrations, comprenant un programme de réduction des déflagrations visant à déterminer les sources possibles de déflagration et à mettre en œuvre des mesures pour éviter les déflagrations, un relevé des incidents de déflagrations, des mesures prises pour y remédier et des connaissances relatives à la déflagration, ainsi qu'un protocole des mesures à prendre pour remédier aux incidents de déflagrations. L'installation est équipée de moyens de protection contre les effets d'une surpression, ou d'un broyage à vitesse réduite en amont du broyeur principal. L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur.
<b>Constats :</b>  Le site ne dispose pas de broyeur de déchets métalliques.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 13 : PC 13 : MTD Traitement mécanique\_VLE applicables aux installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	COVT	30 mg/Nm <sup>3</sup> (3)	semestrielle
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques pour le broyeur biofiltre du 16 février 2023 et réalisé par la société DEKRA.</p> <p>La concentration en COVT est de 4.1 mg/Nm<sup>3</sup> et la concentration en poussière est de 0.35 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Ces résultats sont conformes aux valeurs mentionnées dans la prescription ci-dessus mais également aux valeurs des arrêtés préfectoraux (plus contraignant pour les COVT).</p> <p>Cependant, la fréquence de surveillance semestrielle n'est pas respectée. L'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle analyse. La société DEKRA intervient le 9 novembre afin de réaliser un contrôle.</p> <p><b>Fait susceptible de suite n° 1 :</b> la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques (semestrielle) n'est pas respectée. L'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle analyse. La société DEKRA intervient le 9 novembre afin de réaliser un contrôle. À l'issue de ce contrôle, l'exploitant transmettra sous 15 jours le rapport de contrôle.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			